Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1428

Rubrik: Économie

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Sortir de l'ombre le travail au noir

Une réflexion économique qui intègre les échanges non monétaires et l'économie souterraine.

L'ÉCONOMIE NON MONÉTAIRE, les réseaux d'échange de prestations, le troc leçon d'anglais contre cours de shiatsu font partie des nouvelles formes d'échange qui ont surgi tant bien que mal pendant la crise économique. Le retour de la croissance risque de balayer ces nouvelles pratiques. Deux colloques sur ce thème se sont tenus à l'université de Neuchâtel en 1997 et 1998. Les actes viennent d'être publiés[1].

Notons d'emblée une certaine déception. Voilà un sujet où l'on aurait aimé qu'un point de la situation, aussi exhaustif que possible soit réalisé sur la situation en Suisse. Or, sur les douze contributions au colloque, deux seulement concernent notre pays. Est-ce vraiment le rôle de la Commission suisse pour l'Unesco de financer des colloques où s'expriment essentiellement des universitaires français parlant de leur pays?

Une activité qui échappe à la statistique

La contribution de François Hainard s'attaque directement au cas helvétique. Il rappelle que l'économie souterraine «classique» a connu un accroissement considérable avec une estimation de l'augmentation du travail au noir qui aurait plus que doublé en vingt-cinq ans, passant de l'équivalent de 12 milliards de francs en 1975 à 30 milliards en 1998. Sa proportion dans le PNB serait de 6,6 % contre 14,3 % pour la France et 25,8 % en Italie. On peut d'ailleurs se demander comment les économistes parviennent à chiffrer à la décimale près une activité qui échappe par définition à la statistique!

Naturellement cette activité a des conséquences très néfastes avec une perte de près de dix milliards pour le fisc et les assurances sociales, et une situation de grande précarité pour les clandestins ou les requérants d'asile qui constituent sans doute l'essentiel des emplois non déclarés dans la restauration et le bâtiment, les deux secteurs sans doute les plus touchés par ce phénomène. L'auteur mentionne également l'augmentation considérable du temps partiel comme facteur de développement d'activités économiques hors système. De 1990 à 1998 la part des actifs occupés à temps partiel est passée de 19 % à 28 %; ce sont des femmes pour l'essentiel. Elles représentent 83 % de cette population.

Ces différents phénomènes, auxquels il convient d'ajouter la persistance d'un chômage de longue durée malgré la reprise, conduisent à une réflexion sur une diversification de l'échange et la mise en place d'une économie de réciprocité et de contre-prestation dans les interstices des circuits monétaires. L'émergence en Suisse d'associations et d'émissions de radio ayant pour but d'échanger des savoirs et des compétences constitue une première réponse. Afin de rendre attractives ces activités non monétaires, l'auteur propose de les accompagner par des contre-prestations sociales, par exemple droit à la retraite, couverture maladie ou accès à prix réduits dans des transports ou des infrastructures.

De nombreuses questions se posent néanmoins. Ces activités de troc se sont plutôt développées dans un pays comme la Russie qui a atteint le degré zéro de l'organisation économique et les échanges de prestations auxquels on assiste chez nous ne se développent-ils pas surtout dans un certain milieu gauche chic, pour lequel il s'agit d'une forme de loisir social plutôt que d'une nécessité économique?

Pour sortir du bois l'économie cachée qui fait des ravages chez eux, nos voisins français ont lancé une série d'innovations intéressantes. Il y eut d'abord un système de «bons» achetés par les particuliers qui emploient une femme de ménage, et qui permet d'éviter de remplir les innombrables formulaires qui vont avec la «déclaration» du personnel de maison. La diminution considérable de la TVA sur les travaux d'entretien du second œuvre des immeubles, passée de plus de 13 % à 5,6 % est en passe de tuer cette source importante de travail au noir. Il nous semble que ce type de mesure réduira plus sûrement l'économie souterraine que le développement de réseaux d'échanges, certes intéressants, mais qui resteront sans doute longtemps encore l'apanage de milieux déjà favorisés. *jg*

[1]Commission nationale Suisse pour l'Unesco, Institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel, *Economie monétaire, politiques d'insertion et lien social, 2000.*